

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
JALLE EAU BOURDE

CANÉJAN
CESTAS
SAINT JEAN D'ILLAC

DELEGUES EN EXERCICE : 25

NOMBRE DE PRESENTS : 17

NOMBRE DE VOTANTS : 19

L'an deux mille dix-sept, le vingt-huit août à 17 h, le Conseil Communautaire légalement convoqué le 22 août, s'est assemblé à la Mairie de Cestas, sous la présidence de Monsieur Pierre DUCOUT, Président.

PRESENTS :

Messieurs ALLEMAND – DUCOUT – CELAN – CHIBRAC - DARNAUDERY - GARRIGOU –
LANGLOIS - MANO – PROUILHAC – SEYVE – PUJO - ZGAINSKY
Mesdames BOUSSEAU – FERRARO – CREANT – PENY – REMIGI

ABSENTS EXCUSES :

Mesdames MANDRON – GUILY – BINET – HANRAS – ROUSSEL
Monsieur FERGEAU

ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

Monsieur EBRARD à Monsieur ALLEMAND
Madame LARJAUD à Monsieur SEYVE

SECRETAIRE DE SEANCE : Monsieur PROUILHAC

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein même du Conseil. Monsieur PROUILHAC qui a obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

La convocation du Conseil Communautaire a été affichée en Mairie à l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, et le compte rendu de la présente séance sera affiché conformément à l'article L.2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le procès-verbal de la réunion du 3 juillet 2017 est adopté à l'unanimité.

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AOUT 2017 - DÉLIBÉRATION N° 4 / 1.

OBJET : TAXE D'ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES - EXONÉRATION 2018 - AUTORISATION

Monsieur le Président expose,

Pour l'année 2018, il vous est proposé d'exonérer de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères, TEOM, les établissements suivants qui en ont fait la demande et qui justifient d'un contrat de ramassage des déchets ménagers propre à leur entreprise :

COMMUNE DE CANEJAN

- BOIRON – Z.A. du Courneau 8 avenue de Guitayne
- SCI NEFLIER - rue Thomas Edison
- SCI SOL ARCADIA - 4 rue Nully de Harcourt
- UNIKALO - Z.I. de l'Hippodrome avenue du Meilleur Ouvrier de France

COMMUNE DE CESTAS

- ALDI - Z.A. Pot au Pin – Lieu-dit Cruque Pignon
- AQUITAINE CUISINE – 26 et 28 bis avenue de Verdun
- AUXENDRE (Bistro du Marché) – 8 avenue de Verdun
- AUXENDRE INTERMARCHÉ - 8 avenue de Verdun
- BATILAND – BAGNERES BOIS - 10 avenue Pascal Bagnères
- BATILAND – MATERIAUX BAGNERES – 12 avenue Pascal Bagnères
- BEAUTY SUCCÈS - 8 avenue de Verdun
- BRICOMARCHÉ - 8 avenue de Verdun
- CANTARELLES DE RESTAURATION - Aire de Bordeaux Cestas A63
- CONSERVES FINES H. PIQUET - 61 avenue Jean Moulin
- CSI – Z.I. Auguste III – 4 chemin des Arrestieux
- D'OR EN HEURE - 8 avenue de Verdun
- ESPRIT FITNESS – 26 et 28 bis avenue de Verdun
- ETABLISSEMENT DUCASSE BUZET - 15 chemin Lou Tribail
- FABIO SALSA COIFFURE - 8 avenue de Verdun
- GENERALE D'OPTIQUE – 26 et 28 bis avenue de Verdun
- GIF - 4 avenue de Verdun
- INFINITY – 8 avenue de Verdun
- KEROZENE AVITEX - 8 avenue de Verdun
- K STORES - 26 et 28 bis avenue de Verdun
- LA FLEUR AU QUOTIDIEN – 8 avenue de Verdun
- LOUNA BLUE - 8 avenue de Verdun
- NETTO - 8 avenue de Verdun
- OPTIC 2000 - 8 avenue de Verdun
- PHARMACIE GAZINET NORD - 8 avenue de Verdun
- PIZZA CLARA – 8 avenue de Verdun
- RIPOST - 8 avenue de Verdun
- PRESSING SARL GAZI'NET - 8 avenue de Verdun
- SARL LEGLISE Robert - 13 chemin Lou Tribail

- SCASO - Z.I. de Toctoucau 65 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
- SERVICE MINUTE - 8 avenue de Verdun
- SUPER U - 1 Centre Commercial Les Boutiques
- TELEPHONE NOLEAU - 8 avenue de Verdun

COMMUNE DE SAINT JEAN D'ILLAC

- BATILAND – BAGNERES BOIS - 40 avenue du Duc de Lorge
- CASINO – avenue Jean Jacques Rousseau
- GIFI - route de Bordeaux
- LIDL – avenue de Bordeaux
- QUERANDEAU BOIS – 1961 avenue de Pierroton

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire par 18 voix
POUR et une ABSTENTION (M PUJO).

- fait siennes les conclusions du rapporteur,
- décide d'exonérer de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères au titre de l'année 2018, les établissements ci-dessus énumérés,
- charge Monsieur le Président de notifier la présente délibération aux services fiscaux,
- charge Monsieur le Président d'afficher la liste des établissements exonérés à la Mairie de Canéjan, de Cestas et de Saint Jean d'Ilac.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

LE PRÉSIDENT

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AOUT 2017 - DÉLIBÉRATION N° 4/2.

OBJET : COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES - EXONÉRATION 2018 EN FAVEUR DES ÉTABLISSEMENTS DE SPECTACLES CINÉMATOGRAPHIQUES - AUTORISATION

Monsieur le Président expose,

Les dispositions des 3, 3 bis et 4 de l'article 1464 A du Code Général des Impôts permettent à notre Communauté de Communes, d'exonérer partiellement ou totalement de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), les établissements de spectacles cinématographiques répondant à certaines conditions.

Conformément au I de l'article 1586 nonies du même code, la valeur ajoutée des établissements exonérés de Cotisation Foncière des Entreprises en application de la délibération d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre est, à la demande de l'entreprise, exonérée de cotisation pour sa fraction taxée au profit de l'EPCI.

Lorsque l'exonération de Cotisation Foncière des Entreprises est partielle, l'exonération de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises s'applique dans la même proportion.

Il vous est donc proposé d'exonérer à 100 % de Cotisation Foncière des Entreprises, les établissements de spectacles cinématographiques qui ont réalisé un nombre d'entrées inférieur à 450 000 au cours de l'année précédant celle de l'imposition et qui bénéficient d'un classement « art et essai » au titre de l'année de référence.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité

Vu le Code Général des Impôts et notamment les articles 1464 A et 1586 nonies,

- fait siennes les conclusions du rapporteur,
- décide d'exonérer de Cotisation Foncière des Entreprises, les établissements de spectacles cinématographiques qui ont réalisé un nombre d'entrées inférieur à 450 000 au cours de l'année précédant celle de l'imposition et qui bénéficient d'un classement « art et essai » au titre de l'année de référence,
- fixe le taux de l'exonération à 100 % pour l'année 2018,
- charge Monsieur le Président de notifier cette décision aux services fiscaux.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

LE PRÉSIDENT

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AOUT 2017 - DÉLIBÉRATION N° 4 / 3.

**OBJET : BUDGET PRIMITIF 2017 – DECISION MODIFICATIVE N° 1 –
AUTORISATION**

Monsieur le Président expose,

Il y a lieu de procéder à une modification du budget primitif 2017, pour la section d'investissement, afin de mettre en place les crédits nécessaires à l'acquisition d'une emprise foncière située à Saint Jean d'Illac.

Ces terrains et bâtiments d'activités seront par la suite transférés sur un budget annexe de la zone d'activités permettant de retracer les opérations de viabilisation et de commercialisation.

Les crédits mis en place, pour la partie recettes, proviennent d'une inscription supplémentaire d'emprunts.

La décision modificative n°1 s'équilibre tant en recettes qu'en dépenses comme suit :

DEPENSES NOUVELLES				RECETTES NOUVELLES			
SECTION DE FONCTIONNEMENT							
Chapitre	Article	Intitulé	Montant	Chapitre	Article	Intitulé	Montant
21		Immobilisations corporelles	2 000 000,00	16		Emprunts et dettes assimilées	2 000 000,00
	2115	Terrains bâtis	2 000 000,00		1641	Emprunts	2 000 000,00
TOTAL			2 000 000,00	TOTAL			2 000 000,00

Section d'investissement : 2 000 000,00 €
Section de fonctionnement 0,00 €

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité

- o adopte les propositions de Monsieur le Président.



POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME


LE PRESIDENT

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AOUT 2017 - DÉLIBÉRATION N°
4 / 4.

OBJET : CREATION D'UN BUDGET ANNEXE POUR UNE ZONE D'ACTIVITES
SUR LA COMMUNE DE SAINT JEAN D'ILLAC - AUTORISATION

Monsieur le Président expose,

La Communauté de Communes souhaite se porter acquéreur de terrains et de bâtiments situés sur la Commune de Saint Jean d'Illac.

L'instruction budgétaire de comptable M14 stipule que les collectivités locales qui sont amenées à effectuer des opérations de viabilisation de terrains dans le but de les vendre doivent tenir une comptabilité de stock spécifique pour ces organismes.

En effet, le budget annexe permet d'isoler les dépenses et les recettes de l'opération afin d'en connaître le coût final, de respecter l'obligation d'assujettissement à la TVA au titre des opérations.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité

- fait siennes les conclusions du rapporteur,
- décide la création d'un budget annexe spécifique à la zone d'activités de Saint Jean d'Illac/Pierroton, selon l'instruction budgétaire M14,
- demande à la Trésorerie de Pessac d'effectuer les démarches nécessaires pour la création de ce budget,
- autorise Monsieur le Président à poursuivre toutes les démarches administratives, nécessaires à cette affaire.



POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AOUT 2017 - DÉLIBÉRATION N° 4/5.

OBJET : SORTIE D'INVENTAIRE D'UNE NACELLE – AUTORISATION

Monsieur le Président expose,

Dans le cadre du renouvellement du parc des véhicules communautaires, il convient de se séparer :

- d'une nacelle immatriculée DP-573-RB, date de 1^{ère} mise en circulation : 20 août 1999 : vente aux enchères.

Il vous est donc proposé d'autoriser Monsieur le Président à sortir ce véhicule de l'inventaire communautaire et de procéder à sa vente.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité

- o fait siennes les conclusions de Monsieur le Président,
- o autorise Monsieur le Président à sortir la nacelle immatriculé DP-573-RB, date de 1^{ère} mise en circulation : 20 août 1999, de l'inventaire communautaire et procéder à la facturation correspondante.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME



LE PRESIDENT

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AOUT 2017 - DÉLIBÉRATION N° 4 / 6.

OBJET : ACQUISITION DE TERRAINS ET DE BATIMENTS SUR LA COMMUNE DE SAINT JEAN D'ILLAC – SIGNATURE D'UNE PROMESSE D'ACQUISITION - AUTORISATION

Monsieur le Président expose,

Conformément au débat d'orientations budgétaires, la possibilité de mener une action de développement économique sur le territoire de la Commune de Saint Jean d'Illac a été étudiée.

La Communauté de Communes a l'opportunité de se porter acquéreur d'une parcelle d'environ 41 000 m2 comprenant un terrain aménageable et un bâtiment industriel occupé, située 3284 Avenue de Pierroton.

La réalisation de cette opération permettra de maintenir l'emploi et l'activité créées sur ce site à la suite du départ de l'entreprise MONDI et, dans un second temps, de développer de nouvelles activités par la réalisation d'un village artisanal.

Le montant de cette acquisition s'élève à 1 800 000 € nets vendeur.

Il vous est donc proposé d'autoriser la signature d'une promesse d'acquisition de cet ensemble immobilier avec l'entreprise MONDI pour un montant de 1 800 000 €.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité

- fait siennes les conclusions du rapporteur,
- autorise Monsieur SEYVE, vice-président de la Communauté de Communes à signer la promesse d'acquisition dans les conditions prévues par la présente délibération avec l'assistance de maître GUICHARD, notaire à Saint Jean d'Illac
- autorise Monsieur le Président à effectuer toutes les formalités nécessaires à l'acquisition de cet ensemble immobilier,
- dit qu'une nouvelle délibération interviendra pour autoriser la signature de l'acte authentique d'acquisition.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

LE PRÉSIDENT

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AOUT 2017 - DÉLIBÉRATION N° 4 / 7.

OBJET : PARC D'ACTIVITES DU COURNEAU I – VENTE D'UN TERRAIN A CANALIS – SUBSTITUTION DE L'ACQUEREUR - AUTORISATION

Monsieur le Président expose,

Par délibérations n° 1/6 du 27 mars 2017 et n° 2/27 du 10 avril 2017, le Conseil Communautaire a autorisé la signature d'une promesse de vente avec la société CANALIS pour la cession du lot 43 de 4 389 m² situé sur le Parc d'Activités du Courneau I.

La Société CANALIS nous a fait part de sa substitution par la Société civile immobilière LV 33 sise 9 impasse de la Grange à Canéjan.

Il vous est proposé de signer la promesse de vente à intervenir avec la SCI LV 33.

Les modalités de la transaction prévues par les délibérations précitées restent inchangées.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations du Conseil Communautaire précitées, autorisant la vente de ce terrain,

Considérant la demande de la Société CANALIS de sa substitution par la SCI LV33,

- fait siennes les conclusions du Président,
- émet un avis favorable à la demande de substitution de la Société CANALIS par la SCI LV33,
- autorise la vente du lot n°43 d'une superficie de 4 389 m² sur le Parc d'Activités du Courneau I à la SCI LV33 pour un prix de vente HT de 152 649.42 €, auquel il convient d'ajouter la TVA sur marge d'un montant de 22 910.58 €, soit un prix TTC de 175 560 €.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

LE PRÉSIDENT

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AOUT 2017 - DÉLIBÉRATION N° 4 / 8.

OBJET : ZONE D'ACTIVITÉS DE JARRY IV – ECHANGE PARCELLAIRE AVEC LA SOCIÉTÉ GEMFI – COMMUNICATION DE L'AVIS DE FRANCE DOMAINE - AUTORISATION

Monsieur le Président expose,

Par deux délibérations du 30 juin 2015 et du 27 mars 2017, vous vous êtes prononcés favorablement sur le principe d'un échange de 6 830 mètres carrés avec la société GEMFI permettant une rationalisation de la périphérie du lotissement et notamment le lot n°1.

A ce jour, France Domaine nous a transmis son avis ci-joint, et évalue la valeur vénale des parcelles à échanger à 190 000 €.

Il convient de réitérer les termes des précédentes délibérations, à savoir :

- échange sans soulte ni retour de part ni d'autre de 6830 m² entre la Communauté de Communes Jalle-Eau Bourde et la société GEMFI : parcelles cadastrées D 5246 (1183 m²), D 5248 (242 m²), D 5229 (5405 m²) à céder, parcelle D 5192 (6830 m²) à acquérir,
- l'échange se fera sur la base d'une valeur de 28 € par mètre carré, soit un total de 191 240 € TVA sur marge incluse,
- les frais, droits et émoluments de l'acte d'échange seront à la charge des parties à parts égales.

Il vous est proposé de vous prononcer sur cet échange aux conditions évoquées ci-dessus et d'autoriser Monsieur le Président ou à défaut Monsieur CELAN, Vice-Président, à signer directement l'acte authentique d'échange, sans signer de promesse d'échange.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations du Conseil Communautaire du 30 juin 2015 et du 27 mars 2017 autorisant l'échange sans soulte de 6830 m² entre la Communauté de Communes Jalle-Eau Bourde et la société GEMFI,

- o fait siennes les conclusions du rapporteur,
- o se prononce favorablement pour l'échange parcellaire à intervenir entre la Communauté de Communes Jalle – Eau Bourde et la société GEMFI sur la zone d'activités de JARRY IV, selon les modalités évoquées dans la présente délibération,
- o autorise Monsieur le Président ou à défaut Monsieur CELAN, Vice-Président, à signer l'acte authentique d'échange à intervenir en l'étude de Maître BALLADE, Notaire à Gradignan.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME



LE PRÉSIDENT

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AOUT 2017 - DÉLIBÉRATION N° 4/9.

**OBJET : ZONE D'ACTIVITES DE JARRY IV – VENTE D'UN TERRAIN A LIDL –
~~SUBSTITUTION DE L'ACQUEREUR – SIGNATURE DE L'ACTE AUTHENTIQUE~~
- AUTORISATION**

Monsieur le Président expose,

Par délibérations n° 1/5 du Conseil Communautaire en date du 5 février 2016 et n° 3/17 du 14 avril 2016, vous avez autorisé la signature d'une promesse de vente avec la Société LIDL pour un terrain de 17 ha 32 a 00 ca, afin qu'elle y implante une plate-forme logistique.

Le 1^{er} août 2016, cette promesse de vente a été signée. Elle prévoit la possibilité de substitution suivante : *« Il est convenu que la réalisation par acte authentique pourra avoir lieu soit au profit du bénéficiaire aux présentes soit au profit de toute autre personne physique ou morale que ce dernier se réserve de désigner ; mais dans ce cas, il restera solidairement obligé, avec la personne désignée, au paiement du prix et à l'exécution de toutes les conditions de la vente telles que relatées aux présentes ».*

Le notaire de la Société LIDL nous a fait part de la substitution de son client par la Société de crédit-bail CMCIC LEASE située 48 rue des Petits Champs – 75002 PARIS pour l'acquisition d'un terrain de 173 200 m² dans la Zone d'Activités de Jarry IV. Cette Société sera représentée par Maître PHILLIPS.

Il vous est proposé d'agréer le nouveau bénéficiaire de ce terrain de 173 200 m², à savoir la Société CMCIC LEASE. Les modalités de la transaction prévues par la promesse de vente signée le 1^{er} août 2016, restent inchangées.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les délibérations du Conseil Communautaire précitées, autorisant la vente de ce terrain,
Vu la promesse de vente signée avec la Société LIDL le 1^{er} août 2016 et notamment la faculté de substitution qui y est prévue,
Vu l'avis de France Domaine en date du 22 août 2017 (lot A – détaché par DP)
Considérant la demande de la Société LIDL de sa substitution par la Société de crédit-bail CMCIC LEASE,

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité

- o fait siennes les conclusions de Monsieur le Président,
- o émet un avis favorable à la demande de la société LIDL de sa substitution par la Société de crédit-bail CMCIC LEASE,
- o autorise la vente du terrain de 173 200 m² de la Zone d'Activités de Jarry IV à la Société de crédit-bail CMCIC LEASE pour un prix de vente total de 4 849 600 €, TVA sur marge incluse,
- o autorise Monsieur le Président à signer l'acte authentique de vente en l'étude de Maître MASSIE, DELPERIER et BALLADE, notaires associés à Gradignan.



POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME
LE PRÉSIDENT

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AOUT 2017 - DÉLIBÉRATION N° 4 / 10.

OBJET : CHARTE POUR LA CONFIDENTIALITE ET L'UTILISATION DE DONNEES ISSUES DU REGISTRE NATIONAL D'IMMATRICULATION DES SYNDICATS DE COPROPRIETAIRES - AUTORISATION

Monsieur le Président expose,

Le registre d'immatriculation des copropriétés a été créé par la loi ALUR du 24 mars 2014.

Ce nouvel outil dématérialisé au service des politiques publiques de l'habitat vise à mieux connaître le parc des copropriétés et à prévenir les situations de fragilisation. Par arrêté ministériel du 10 octobre 2016, l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), a été officiellement désignée comme teneur du registre, du fait de son implication dans le suivi et le traitement des copropriétés fragiles et dégradées depuis plus de 20 ans.

Le registre permet de recueillir, de la part des représentants légaux des copropriétés (syndic ou administrateur provisoire), un certain nombre d'information : le nombre de lots (lots d'habitation, de commerce ou de bureau et de stationnement), la localisation, l'ancienneté, certaines caractéristiques techniques, l'organisation juridique, les éventuelles procédures administratives. Le registre collecte aussi les informations financières liées à l'entretien d'immeubles : montant des travaux et des charges, état d'impayés, dettes fournisseurs.

Les données du registre constituent une réelle plus-value pour les politiques locales de l'habitat et les dispositifs en faveur des copropriétés. Elles contribuent à la connaissance du parc et aux actions mises en œuvre par les collectivités avec l'appui de l'Anah, en fournissant des données pour :

- les programmes locaux de l'habitat (PLH) et des observatoires locaux de l'habitat,
- les dispositifs locaux subventionnés par l'Anah : veille et observations des copropriétés (VOC), programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC), opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH-copros, OPAH-RU avec un volet copropriétés), plans de sauvegarde.

L'Anah met gratuitement à la disposition des EPCI, les données brutes des copropriétés immatriculées sur leur territoire.

Le caractère confidentiel des données brutes du registre et la responsabilité de leur utilisation reposent sur la collectivité qui s'engage à les exploiter. La mise à disposition des données est conditionnée par la signature d'une charte avec l'Anah définissant leurs conditions d'utilisation, ci-annexée, et la désignation d'un référent désigné au sein de l'EPCI compétent en matière d'habitat.

Les établissements publics ou les collectivités ayant accès aux données du registre pourront autoriser leurs prestataires d'études et leurs observatoires de l'habitat à les exploiter, sous réserve de la signature d'une charte de confidentialité dont le modèle sera également fourni par l'Agence au référent. L'accès aux données et leur utilisation resteront sous l'entière responsabilité des collectivités et établissements publics maître d'ouvrage. Les résultats de

l'exploitation des données (sous forme d'études, d'observatoires ou de dispositifs de prévention voire de traitement des copropriétés) devront faire l'objet d'une communication préalable à la direction du registre des copropriétés au sein de l'Anah, afin d'améliorer la connaissance nationale de l'état et de l'évolution du parc.

Il vous est donc proposé de signer la charte pour la confidentialité et l'utilisation de données issues du registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires et de désigner un référent.

Entendu ce qui précède et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l'unanimité

- o fait siennes les conclusions du rapporteur,
- o autorise Monsieur le Président à signer la charte pour la confidentialité et l'utilisation de données issues du registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires,
- o désigne Monsieur Pierre DUCOUT, Président, comme référent de la Communauté de Communes.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME




LE PRESIDENT

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 AOUT 2017 - COMMUNICATION

OBJET : DECISIONS PRISES EN APPLICATION DES ARTICLES L. 2122.22 ET L. 2122.23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Décision n° 6/2017 : Demande de subvention 2017 auprès du Fonds Social Européen.

Décision n° 7/2017 : Attribution du marché n° T 02 – 2017 concernant la fourniture et la pose d'une passerelle bois pour l'aménagement de la piste cyclable avenue Saint Jacques de Compostelle pour un montant de 34 200 € TTC.



POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT